

Consommation : l'alimentation en tête pour les plus modestes, le transport pour les plus aisés

L'alimentation est le premier poste du budget des ménages les plus modestes qui y consacrent 21 % de leur dépenses. Pour les ménages les plus aisés, ce sont les transports qui viennent en tête de liste. Le poids global de ces deux postes a diminué entre 2001 et 2006.

En 2006, les dépenses de consommation d'un ménage réunionnais ont atteint une moyenne de 21 500 €, soit un peu moins de 1 800 € par mois. Cette moyenne recouvre bien sûr des volumes de dépenses très différents selon le niveau de vie des ménages. Ainsi un ménage sur quatre¹ dépense en moyenne 12 600 € par an pour sa consommation, à l'autre extrémité de l'échelle des revenus² un ménage dépense en moyenne trois fois plus, soit 36 500 €.

Les principaux postes du budget moyen sont, dans l'ordre, les transports, l'alimentation, le logement et les services. Mais le premier poste est différent selon le montant du budget : pour les ménages les plus modestes (1^{er} quartile) c'est l'alimentation. Tandis que les ménages les plus aisés (4^e quartile) mettent en première place les transports.

L'alimentation et le logement, des dépenses de base

L'alimentation et le logement sont les postes budgétaires où les sommes engagées diffèrent le moins en fonction du niveau de vie des ménages. Sur ces deux postes, les ménages du bas de l'échelle des revenus dépensent à peine deux fois moins que les ménages du haut de l'échelle. Ainsi, alimentation et logement absor-

bent ensemble 41 % du budget des ménages du premier quartile et même 44 % pour les ménages du deuxième quartile. Ces deux postes de base ne représentent en revanche que 27 % des dépenses de consommation des ménages du quatrième quartile.

La dépense moyenne en **alimentation** d'un ménage du premier quartile frôle les 2 700 € annuellement tandis que celle d'un ménage du quatrième quartile dépasse les 5 000 €. L'alimentation pèse ainsi nettement plus lourd sur le budget des ménages du premier quartile (21 %) que sur celui des ménages du quatrième quartile (14 %).

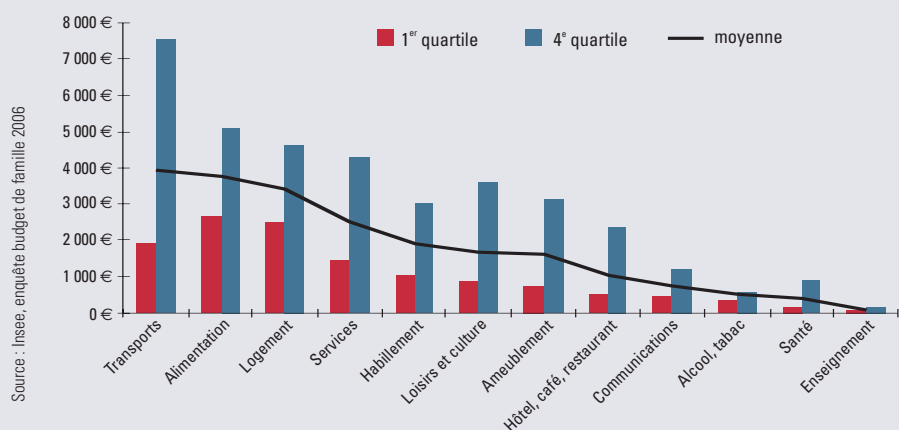
Quel que soit le montant total de la consommation alimentaire, la répartition par grande catégorie de produits est assez proche. Les deux produits alimentaires qui pèsent le plus lourd dans le budget sont d'une part la viande, d'autre part le pain et les céréales. Viennent ensuite les produits laitiers, les légumes, les boissons non alcoolisées (thé, café, eaux minérales, boissons gazeuses et jus de fruits) et les poissons et fruits

¹ Premier quartile, c'est-à-dire le quart des ménages qui a les revenus les plus faibles par unité de consommation.

² Quatrième quartile, c'est-à-dire le quart des ménages qui a les revenus les plus élevés par unité de consommation.



Consommation par poste, selon le niveau de vie du ménage



de mer. Ces six grandes familles de produits constituent environ 80 % du montant de la consommation alimentaire des ménages, quel que soit leur revenu.

Pour le logement, les dépenses annuelles moyennes atteignent 3 400 €, dont près de 60 % est consacré aux loyers d'habitation (2 000 €). Ce montant peut paraître faible mais il faut rappeler qu'il s'agit d'une moyenne pour l'ensemble des ménages, dont 60 % sont propriétaires ou logés gratuitement et ne paient donc pas de loyer. Par ailleurs, une part des loyers des ménages à faibles revenus est prise en charge par l'allocation logement.

Les charges liées au logement pèsent plus lourdement sur les ménages à faible revenu puisque les dépenses d'électricité, gaz, eau, assainissement et ordures ménagères sont quasiment identiques pour toutes les catégories de ménages (de 1 000 à 1 200 € par an). Ces charges correspondent à 8 % du budget des ménages du premier quartile et seulement 3 % pour ceux du quatrième quartile.

L'automobile et l'assurance pèsent lourd

Le budget consacré aux transports est un de ceux qui varient le plus selon le niveau de revenu. Il dépasse 7 500 € pour le quart des ménages les plus aisés, soit 21 % de leur budget. C'est pour les ménages du deuxième quartile qu'il est le plus faible avec 1 000 €, soit 12 % de leur budget. Les ménages du premier quartile y consacrent en moyenne un peu plus : 1 900 €, soit 15 % de leur budget. L'achat de véhicules constitue une grosse moitié des dépenses de transport pour les ménages les plus aisés comme pour les plus modestes. Les ménages à revenu intermédiaire se distinguent en revanche par des comportements contrastés : les ménages du deuxième quartile sont ceux qui dépensent le moins en achats de véhicule (830 € par an en moyenne) alors que les ménages du troisième quartile y consacrent des sommes plus de trois fois supérieures (2 900 €).

On peut relier cette propension très différenciée à l'achat d'automobile à la sociologie de l'habitat sur l'île. Les quartiers urbains récents de Saint-

Denis et du Port sont largement constitués d'habitat social où logent des ménages à faible revenu, notamment les ouvriers et les familles monoparentales. Ces quartiers forment une première couronne urbaine proche du centre et relativement bien desservie par les transports en commun. L'automobile y est manifestement moins nécessaire que dans les quartiers périphériques où habite généralement la classe moyenne ou aisée. Quant aux ménages les plus modestes, ils habitent souvent les quartiers ruraux où l'automobile offre un accès privilégié aux activités et aux services³.

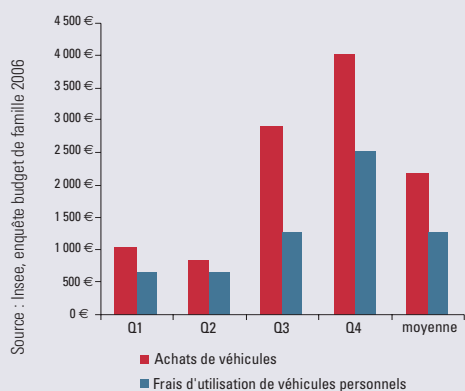
Les frais d'utilisation des véhicules (carburant, garagiste, parking...) sont d'environ 650 € par an pour les ménages des deux premiers quartiles, ils doublent pour les ménages du troisième quartile et quadruplent pour le quatrième quartile. Il faudrait y ajouter une partie du budget "assurances" qui fait partie du poste "services".

Le poste des "services de transport", qu'ils soient routiers ou aériens varie assez peu selon le niveau de vie tandis que les "dépenses exceptionnelles de transport" sont presque exclusivement le fait des ménages les plus aisés qui y consacrent en moyenne 636 € par an.

Le poste "services" est également parmi les principaux postes du budget des ménages. L'essentiel de ce poste (50 à 60 % selon les revenus) est consacré aux assurances qui se montent en moyenne à plus de 1 400 € par an. Les services et produits de soin personnels (coiffure, esthétique, produits de toilette...) viennent ensuite avec une moyenne de 510 € par an et un écart relativement faible selon les niveaux de revenus. Les services de protection sociale (assistante maternelle, crèche, maisons de retraites) sont au contraire presque uniquement utilisés par des ménages à revenus moyens ou supérieurs. Ils ne représentent toutefois qu'une faible dépense (60 € annuellement pour les ménages du troisième quartile, 130 € pour le quatrième quartile).

L'habillement vient en cinquième position dans les dépenses des ménages avec une moyenne de 1 900 €. Son importance varie peu selon le niveau de vie (de 8 à 10 %), elle est plus marquée pour les ménages de la classe moyenne que pour les ménages les plus aisés ou les plus modestes.

Dépenses annuelles pour le transport automobile



³ Voir "Pôles urbains au nord, mosaïque rurale au sud" économie de La Réunion n° 115 - 1^{er} trimestre 2003.

Les dépenses pour les loisirs et la culture, l'ameublement et l'équipement de la maison ainsi qu'en hôtels, cafés et restaurants sont largement le fait des ménages les plus aisés. Sur ces trois postes, les ménages du quatrième quartile dépensent quatre à cinq fois plus que les ménages du premier quartile.

Les voyages et la santé, dépenses de luxe

Parmi les loisirs, certains sont surtout pratiqués par les ménages les plus modestes, ainsi, les ménages du premier quartile consacrent annuellement 275 € aux jeux, aux équipements de sport, au jardin et aux animaux d'agrément, ce qui représente le tiers de leurs dépenses de loi-

sir. Presque un tiers est aussi consacré aux services sportifs et culturels (activités sportives, spectacles, services de télévision, jeux de hasard). Sur ce poste, les dépenses sont relativement proportionnelles aux revenus des ménages (2 à 3 %). Les dépenses de communications sont aussi largement répandues avec une moyenne de près de 500 € annuels pour les plus faibles revenus et de près de 1 100 € pour les plus élevés.

Les particularités de la consommation alimentaire réunionnaise

Un ménage réunionnais consacre en moyenne 3 740 € à sa consommation alimentaire, soit 89 % de la dépense moyenne d'un ménage métropolitain. Les grands postes de cette consommation viennent à peu près dans le même ordre, avec tout de même une moindre place faite à la viande et plus particulièrement à la viande de bœuf pour laquelle les dépenses sont trois fois plus faible qu'en France métropolitaine. Les achats de charcuterie pèsent également moins lourd à La Réunion, même s'ils restent en tête de liste. En revanche les Réunionnais consomment plus de viande de porc, de volaille et de poisson et fruits de mer. Ces derniers sont le plus souvent surgelés, salés, fumés, séchés ou en conserve. Le poisson frais n'intervient que pour 50 € annuellement dans les dépenses alimentaires moyennes.

Le poste "pain et céréales" est d'un montant très comparable à La Réunion et en France métropolitaine et va dans les deux cas essentiellement aux produits de boulangerie, viennoiserie et pâtisserie (respectivement 59 et 65 %). À La Réunion, la part du riz est notable (17 % du poste pain et céréales) alors qu'il est quasiment absent du budget métropolitain. Le riz est présent à hauteur équivalente (130 € en moyenne) dans le budget de tous les ménages réunionnais.

Sur le poste "produits laitiers", le Réunionnais dépense moins en fromage. Cependant, la dépense en lait et en yaourts est plus importante, surtout pour les ménages à revenus intermédiaires, parmi lesquels il y a plus de familles nombreuses. Le prix élevé de ces produits explique aussi l'importance de ces dépenses. Le fromage reste avant tout consommé par les ménages les plus aisés.

La consommation de légumes est un peu inférieure à la consommation métropolitaine, consacrée pour les trois quarts aux légumes

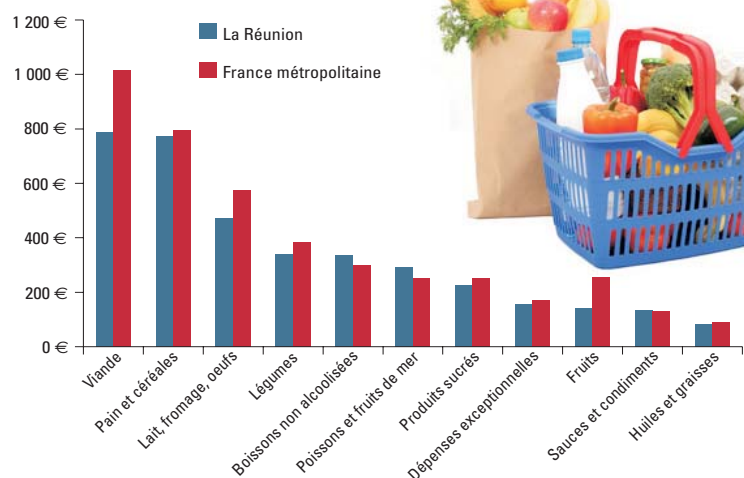
frais, pommes de terre et tubercules. La consommation de légumes secs est trois fois plus importante à La Réunion mais son impact budgétaire est faible (15 € par an en moyenne).

Les dépenses en boissons non alcoolisées, sont importantes à La Réunion où elles pèsent pour 9 % dans le budget alimentaire des ménages au lieu de 7 % en France métropolitaine. La dépense en boisson gazeuse est notamment deux fois plus importante qu'en France métropolitaine. Le climat et la présence de nombreux enfants peuvent l'expliquer. Viennent ensuite les achats de sucreries et chocolats qui pèsent autant qu'en métropole sur le budget alimentaire (6 %).

Le budget réservé aux fruits est particulièrement faible à La Réunion avec une moyenne de 139 € par an, soit 4 % du budget moyen et même 2 % pour les ménages qui ont les plus faibles revenus. Seuls les ménages les plus riches dépensent autant que les métropolitains sur ce poste. En fait, la consommation de fruits est certainement plus forte que ne le laissent penser ces dépenses, de nombreux ménages disposant de jardins avec arbres fruitiers. Si les achats de bananes sont deux fois plus faibles qu'en métropole, ils sont certainement largement compensés par la cueillette et le don.

On peut voir l'influence de la cuisine créole dans l'importance relative des dépenses de condiments, ainsi que dans l'utilisation de l'huile au détriment du beurre et de la margarine.

Les grands postes du budget "alimentation" à La Réunion et en France métropolitaine



En revanche, les voyages et excursions sont presque exclusivement le fait des ménages les plus aisés qui y consacrent 870 € par an, soit neuf fois plus que les ménages du premier quartile. Sans être aussi élitiste, l'équipement audiovisuel, photographique et informatique est aussi largement le fait des ménages les plus aisés avec des dépenses cinq fois supérieures à celle du premier quartile. Il en est de même pour l'édition et la presse, mais avec des montants un peu plus faibles.

Les dépenses de santé sont les plus inégalement réparties : les ménages les plus riches dépensent pratiquement six fois plus pour leur santé que les ménages les plus pauvres. Plus de la moitié de l'écart étant du à l'achat de lunettes et de prothèses : ce sont des biens "durables", non vitaux pour la santé et visibles pour lesquels les ménages les plus aisés peuvent plus tenir compte de l'esthétique (formes des lunettes, dents en céramique...).

Colette **BERTHIER**, rédacteur en chef
Stéphanie **GAUDINOT**,
volontaire civil à l'aide technique
Christian **MONTEIL**,
chargé des études démographiques

Dépenses de consommation et hors consommation

Les dépenses de consommation sont classées ici dans la nomenclature de produits préconisée par Eurostat (nomenclature dite COICOP). Après regroupements pour les besoins de l'étude, elle se décompose en 10 grands postes de dépense. Un 11^e poste a été créé afin de rassembler tous les autres débours des ménages non compris dans les 10 postes précédents (impôts, gros travaux, remboursements d'emprunts, ...). Il correspond aux dépenses qui ne relèvent pas de la consommation. Ce poste n'a donc pas été pris en compte dans les dépenses de consommation des ménages. Sa part dans l'ensemble des dépenses n'est pourtant pas marginale avec une moyenne de 5 600 € par an, hors épargne, qui le place au premier poste dans le budget des ménages. Ces dépenses sont assumées essentiellement par les ménages les plus aisés.

Évolution 2001-2006

La part de l'alimentation baisse ainsi que celle des transports

Avec 17,4 % des dépenses consacrés à l'alimentation en 2006, la part des achats alimentaires a baissé de 2,8 points dans la consommation des ménages réunionnais par rapport à 2001. Cette tendance se manifeste dans toutes les sociétés où le pouvoir d'achat augmente. La Réunion reste encore en retrait sur ce point par rapport à la France métropolitaine où seulement 15,5 % de la consommation est consacrée à l'alimentation.

L'alimentation cède la place à la consommation de biens et services (+ 3,3 points). En fait ces deux postes sont liés car les services en hausse sont essentiellement ceux de l'hôtellerie-restauration (+ 2,5 points) qui correspondent pour une grande part aux repas pris hors domicile. Le poids du poste "hôtellerie restauration" est maintenant assez proche de ce qu'il est en métropole.

La part du budget consacrée aux transports a baissé de 1,6 points, essentiellement à cause de la baisse des frais d'utilisation de véhicules (- 1,4 point). Si le prix des carburants a augmenté entre les deux enquêtes, un grand

nombre d'automobilistes ont acheté des moteurs diesel et sont passés au gazole, beaucoup moins cher que l'essence. Même s'il a baissé depuis 2001 le poids des transports dans le budget des ménages reste beaucoup plus élevé qu'en métropole (+ 2,6 points). Ce sont les achats de véhicules qui font la différence. Le taux d'équipement des ménages en automobile est encore relativement faible à La Réunion (70 %) et le parc automobile continue de s'accroître.

Les autres postes varient moins en importance relative. À signaler tout de même la hausse des dépenses d'équipement du foyer (+ 0,8 points) avec des taux d'équipement en forte hausse pour le micro-onde, en hausse plus faible pour le congélateur et le magnétoscope. Les dépenses d'habillement sont aussi un peu plus importantes qu'en 2001 (+ 0,6 point) et pèsent plus qu'en France métropolitaine (point). Pour le logement, l'évolution est faible depuis 2001 et le poids de ce poste dans le budget est similaire à ce qu'il est en France métropolitaine.

Structure des dépenses de consommation des ménages (en %)

	La Réunion		France métropolitaine
	2001	2006	2006
Alimentation	20,2	17,4	15,5
Alcool, tabac	2,4	2,2	2,6
Habillement	8,3	8,8	7,9
Logement	16,0	15,8	16,2
<i>dont : Loyer d'habitation</i>	<i>10,5</i>	<i>9,4</i>	<i>7,5</i>
Équipement	6,7	7,5	7,3
Transports	20,0	18,3	15,7
<i>dont : Achat de véhicules</i>	<i>9,7</i>	<i>10,2</i>	<i>7,3</i>
<i>dont : Frais utilisation véhicules</i>	<i>7,4</i>	<i>5,9</i>	<i>5,9</i>
Communications	3,7	3,4	3,6
Loisirs et culture	7,6	7,8	9,0
Santé et enseignement	2,1	2,2	4,3
Autres biens et services	13,0	16,4	18,0
<i>dont : Hôtellerie, café, restauration</i>	<i>2,2</i>	<i>4,7</i>	<i>5,5</i>
Consommation finale	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, enquêtes "Budget de famille" 2001 et 2006.